

Nouvelles locales du mercredi 08 octobre 2014

@rib News, 08/10/2014 **İ SÄ©curitÄ©** - Le porte-parole du gouvernement congolais affirme que la prÄ©sence des militaires burundais en RD Congo nÄ©est pas une chose Ä©tonnante du moment que ces deux pays entretiennent des relations bilatÄ©rales dans le domaine de la sÄ©curitÄ©. Albert Mende (photo) prÄ©cise que si les militaires burundais dÄ©cident de quitter ce pays, ce nÄ©est pas parce quÄ©ils en ont Ä©tÄ© chassÄ©s ou contraints, mais que cÄ©est de leur grÄ© quÄ©ils y accomplissaient. Il trouve donc cela trÄ©s normal tout comme les militaires congolais qui se trouveraient au Burundi peuvent dÄ©cider un retour au pays sÄ©mblable. Il a Ä©galement dÄ©menti la prÄ©sence des jeunesses Imbonerakure sur le sol congolais. Selon lui, les politiciens burundais doivent avoir le courage de faire la politique burundaise sans penser Ä© y inclure la RDC. [rpa]

İ Politique - La ligue des droits de lâ©homme Iteka estime que lâ©indÄ©pendance de la magistrature est loin dÄ©tre dÄ©finitivement si les noms des 9 magistrats nommÄ©s dans les Commission Electorales Provinciales IndÄ©pendantes (CEPI) ont Ä©tÄ© fournis par le parti au pouvoir. Le secrÄ©taire exÄ©cutif de cette ligue trouve par ailleurs que certains membres dÄ©signÄ©s se sont faits passer pour des membres de la sociÄ©tÄ© civile alors quÄ©ils ne sont pas reconnus par derniÄ©re. Le professeur Gertrude Kazoviyo prÄ©cise Ä©galement que la prÄ©sence des reprÄ©sentants de lâ©administration dans ces commissions est de nature Ä© faire naÄ©tre un climat de suspicion dans la mesure oÄ© la quasi totalitÄ© des agents administratifs sont des membres Ä© parti entiÄ©re du parti CNDD-FDD. Elle demande ainsi Ä© la CENI de corriger les erreurs qui sont observables dans ces commissions et surtout de prÄ©ciser lâ©origine politique, lâ©ethnie et les organisations de la sociÄ©tÄ© civile des membres de ces commissions. Selon elle, cÄ©est une garantie dÄ©tre un bon dÄ©roulement des Ä©lections de 2015. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

İ Fondation Intahe apprÄ©cie positivement le fait que la CENI a mis en place les CEPI dans le cadre de la prÄ©paration des Ä©lections de 2015. Le prÄ©sident de cette fondation estime que les dÄ©lais sont encore suffisants pour que le travail de cette commission soit accompli dÄ©une maniÄ©re satisfaisante. Cassien Simbare dÄ©ploie tout de mÄ©me le fait que des critiques sont en train dÄ©tre faites Ä© lâ©endroit de ces CEPI. Il trouve que la CENI devrait corriger les irrÄ©gularitÄ©s constatÄ©es dans la composition de ces commissions afin quÄ©elles soient crÄ©dibles aux yeux de ses partenaires politiques. Il constate Ä©galement que certaines organisations de la sociÄ©tÄ© civile semblent avoir un cÄ©tÄ© penchant dans les tendances politiques du pays et estime que cela peut Ä©tre prÄ©judiciable au bon dÄ©roulement des Ä©lections de 2015. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

İ Les jeunes affiliÄ©s aux partis politiques dans la province de Ngozi affirment quÄ©ils cohabitent pacifiquement entre eux. Selon le reprÄ©sentant des jeunes du parti MSD dans cette province, la cohabitation est bonne mÄ©me si certains membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir veulent toujours semer le dÄ©sordre dans les communes de Tangara, Marangara et Nyamurenza. Il affirme que dans ces communes, les Imbonerakure sont toujours Ä© lâ©origine dÄ©affrontements entre les jeunes des diffÄ©rents partis politiques. De son cÄ©tÄ©, le reprÄ©sentant de la ligue des jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD dans cette province reconnaÄ©t lui aussi une bonne cohabitation entre les jeunes affiliÄ©s aux partis politiques et estime que la cause des affrontements nÄ©est pas Ä© mettre Ä©solde des Imbonerakure. Il affirme en effet que la plupart des cas dÄ©affrontements ont pour origine des rÄ©glements de compte et les autres cherchent Ä© politiser par la suite la situation. Selon lui, lâ©heure est Ä© lâ©apaisement et si des cas litigieux sÄ©observent, ils essaient de remettre les choses en ordre. LÄ©administration communale confirme ces informations et ajoute aussi que la sensibilisation Ä© la cohabitation pacifique est toujours opÄ©rÄ©e en faveur des jeunes issus des partis politiques. [rpa]

İ Droit de lâ©homme - Le parti FNL demande au gouvernement burundais de prendre en main la question des femmes qui font le commerce ambulante autour de lâ©ancien marchÄ© central de Bujumbura et qui sont ces derniers jours maltraitÄ©es par la police nationale. Le prÄ©sident de ce parti estime que ces femmes nÄ©ont rien fait pour Ä©tre aujourdÄ©hui dans cette situation. Jacques Bigirimana trouve ainsi que le gouvernement devrait mettre dans les prÄ©visions budgÄ©taires en prÄ©paration, des fonds pour aider ces femmes Ä© avoir un petit capital et des places pour exercer leurs activitÄ©s. Il demande Ä©galement Ä© la justice de poursuivre les policiers qui se sont rendus coupables dÄ©exactions contre ces mÄ©res du pays. [rpa/bonesha]

İ Justice - Le reprÄ©sentant de la radio Bonesha FM dans la province de Gitega a comparu ce mercredi au tribunal de grande instance de Gitega. Il rÄ©pondait Ä© une audience publique suite au procÄ©s lâ©opposant au reprÄ©sentant de la ligue des jeunes Imbonerakure dans la commune Bugendana de la mÄ©me province. David Nibitanga a en effet estimÄ© que ce journaliste a diffusÄ© des informations fausses sur sa personne concernant des armes que les Imbonerakure dÄ©tiendraient. Pourtant, Amisi Karihungu affirme quÄ©il a interrogÄ© ce responsable des Imbonerakure au moment des faits et que ce dernier a dÄ©menti ces informations. Il dit ne rien reprocher et estime que la justice prendra la bonne dÄ©cision. LÄ©affaire a Ä©tÄ© remise au 20 du mois en cours. [bonesha]

İ Les hommes de droit burundais estiment que la comparution du prÄ©sident kenyan devant la Cour PÄ©nale Internationale (CPI) est une chose simple au regard du droit international du moment que cela est prÄ©vu par la loi. En effet, MaÄ©tre DieudonnÄ© Bashirahishize trouve que mÄ©me si cÄ©est une premiÄ©re fois quÄ©un prÄ©sident en exercice comparaisse devant cette Cour, il sÄ©agit dÄ©un Ä©vÄ©nement qui peut avoir une incidence positive sur le comportement des chefs dÄ©Etat. Lui, mÄ©me si la CPI est accusÄ©e de partialitÄ©, cette comparution devra montrer aux prÄ©sidents en exercice que mÄ©me sÄ©ils ont en main la justice nationale, ils sont tout de mÄ©me soumis Ä© la justice internationale. [bonesha/isanganiro/rpa]